#OPINION

SI VIS PACEM PARA BELLUM

ccepter d'avoir froid pour soutenir les Ukrainiens. Tels seraient désormais les enjeux pour nous de cette guerre, une fois que les plus enhardis ont admis qu'il n'était peut-être pas raisonnable de déclencher la troisième guerre mondiale. Un prix Nobel, un ancien président appellent les Européens à cesser d'acheter ce gaz russe qui finance Vladimir Poutine. De la

part d'un dirigeant qui a fermé une centrale nucléaire pour un accord électoral, la leçon peut sembler un tantinet déplacée, mais qu'importe. On y retrouve surtout, exacerbée, l'injonction récente faite aux classes moyennes et populaires de sacrifier leurs « fins de mois » pour éviter la « fin du monde ».

Qu'il faille éviter tout recours au gaz russe le plus rapidement possible, oui. Sauf s'il s'agit de créer d'autres dépendances, qui ne seront moins problématiques qu'en apparence. Nous

avons suffisamment plaidé ici pour une souveraineté européenne en matière énergétique, alimentaire ou stratégique, pour ne pas y revenir (lire le dossier de *Marianne* n° 1151: « Ce serait quoi, une Europe qui protège? »). *Si vis pacem para bellum*. L'Europe a depuis longtemps oublié sa sagesse. Mais le problème est plus immédiat. L'inflation qui guette ne dépendra pas de notre plus ou moins grande noblesse d'âme, car elle est la conséquence mécanique d'un nouveau grippage de cette mondialisation que la pandémie était déjà venue fracasser.

Les chaînes d'approvisionnement se reconstituaient à peine, après le coup d'arrêt des différents confinements, que, à nouveau, sous l'effet des embargos (et du regain du Covid en Chine), le commerce mondial se désorganise. Il ne s'agit pas de remarquer – et encore moins de le regretter – que LVMH ne peut plus vendre de sacs à main à Moscou. On parle de ces centaines de porte-conteneurs qui sont l'incarnation de la mondialisation, et désormais à l'arrêt un peu partout. Ceux, d'abord, innombrables, qui assurent le commerce de matières premières en provenance d'Ukraine et de Russie, à partir de la mer Noire. Ceux, ensuite, battant pavillon russe, qui se voient interdire de décharger dans le port de Rotterdam ou ailleurs. Quand ils le peuvent, c'est après de longues procédures et inspections de douane.

On se souvient comment, en mars 2021, un navire bloqué dans le canal de Suez avait désorganisé le commerce mondial. Les opinions publiques avaient alors pris conscience de ce ballet incessant de porte-conteneurs qui matérialise les sociétés de consommation. C'est tout cela qui, de nouveau, ralentit. Et, de nouveau, nous allons constater matériellement que l'extension infinie des chaînes de valeur pour grappiller quelques centimes dans le prix de revient de nos voitures, de

nos meubles, de nos appareils électroniques ou de nos biscuits a quelque chose de délirant.

Ajoutons à cela que les fameuses « nouvelles routes de la soie », dessinées par la Chine de Xi Jinping pour asseoir sa domination économique, passent en partie par les chemins de fer russes.

Là aussi, les communications sont au moins ralenties, et ce sont autant de composants ou de produits transformés qui n'arriveront qu'avec retard. Quant au trafic aérien, il ne passe plus par l'Ukraine ni par la Russie, du moins pour les compagnies européennes; les compagnies asiatiques en retireront un avantage compétitif certain. Sans parler de celles de leasing européennes qui louaient à la Russie des flottes de Boeing et d'Airbus et que guette la faillite. On parle de 500 avions qui ne bénéficieront plus de la maintenance et des pièces détachées nécessaires.

Dans un monde interconnecté, les conséquences économiques du conflit ukrainien vont tomber en cascade. Et c'est une fois encore l'Europe qui paiera le prix fort. L'Europe, et tous ces pays émergents que l'explosion du prix du blé va plonger dans une misère tragique. Ces pays-là risquent une déstabilisation dangereuse. L'Europe, elle, peut compenser. Mais le risque est de voir les classes moyennes et populaires fragilisées encore davantage. La révolte des « gilets jaunes » était la conséquence d'une mondialisation dérégulée, organisée en faveur de multinationales qui

avaient profité de la division mondiale du travail et de l'extension des chaînes de valeur pour ne plus participer à l'effort commun.

La victime collatérale de cette crise sera, hélas, l'écologie. L'Union européenne s'est engagée à diminuer des deux tiers sa consommation de gaz russe d'ici à la fin de l'année et ne pourra s'approcher de cet objectif qu'en rouvrant des centrales à charbon. Telle est la conséquence de l'abandon unilatéral des programmes nucléaires par des Allemands qui, en réalité, refusaient une énergie dans laquelle les Français étaient en pointe.

Les grands gagnants seront les États-Unis, qui pourront enfin vendre à l'Europe leur charbon et leur gaz naturel liquéfié. Ajoutons-y les livraisons d'armes, comme ces F-35 que l'Allemagne vient d'acheter. La guerre n'est pas sur le sol américain, pas plus que ces réfugiés que l'Europe devra accueillir pour un temps que nul ne saurait déterminer. Autre gagnante, la Chine, si elle parvient à enrayer l'escalade militaire et économique. Et, plus déplorable encore, Recep Tayyip Erdogan, qui joue sur tous les tableaux: Ukraine, Otan, Russie.

La Russie, bien sûr, en sortira exsangue, sacrifiée par son tsar. Quant à l'Europe, encore un peu plus dépendante des États-Unis, sur les plans stratégique, économique et même idéologique − tant se sont réveillés les prophètes du « camp du bien contre l'axe du mal » −, elle a plus que jamais besoin d'un sursaut. ■